



COMMUNIQUE

Turquie : liberté pour Mathias Depardon

Depuis trois longues semaines, le photographe français Mathias Depardon est détenu sans motif réel dans un centre de rétention à Gazantiep, au sud-est de la Turquie. Les représentants des syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes) -membres de la Fédération internationale des journalistes (600.000 adhérents)- ont été reçus mercredi soir par M. Romain Nadal, porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, afin d'exprimer leur vive préoccupation sur le sort de notre confrère.

Pour l'heure en effet, en maintenant sous les verrous Mathias Depardon, les autorités turques font montre d'un profond mépris pour la liberté de l'information et le droit des journalistes étrangers de pouvoir faire leur métier. Une seule avancée a été notée dans les conditions de détention du journaliste français après qu'un agent du consulat de France en Turquie a pu lui rendre visite samedi. Mais depuis plus rien. Les portes de la prison se sont refermées brutalement.

Cette position intolérable du pouvoir turc et ce jusqu'au plus haut sommet de l'Etat trahit une volonté d'empêcher les journalistes étrangers de venir couvrir les événements dans ce pays où la liberté de la presse est confisquée.

La Turquie est aujourd'hui la **plus grande prison au monde de journalistes**. Plus de 150 de nos confrères sont actuellement emprisonnés. Sans oublier les milliers d'entre eux qui se trouvent privés de cartes de presse par le régime, ceux qui sont devant les tribunaux, ceux enfin qui sont contraints à l'exil pour exercer leur métier.

Le 19 mai, des organisations de défense de la liberté de la presse, dont les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), membres de la FIJ et de la FEJ, ainsi que plusieurs rédactions, ont saisi par lettre le ministre turc de l'intérieur, Süleyman Soylu, appelant à la libération de notre confrère.

Aujourd'hui, il est urgent d'appeler la profession à se mobiliser et à faire pression sur Ankara pour obtenir la libération immédiate et sans condition de Mathias Depardon.

A cette fin et pour marquer notre solidarité avec notre confrère, les syndicats de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes ont pris la décision de s'associer au comité de soutien de Mathias Depardon.

Les autorités turques ne peuvent pas continuer impunément à fouler au pied les lois internationales. Elles doivent être tenues responsables du sort de notre confrère. Nous réitérons nos appels aux autorités françaises pour qu'elles exigent la libération urgente de Mathias Depardon. Nous apportons enfin toute notre soutien à la famille et aux proches de notre confrère.

Paris, le 1^{er} juin 2017